

Seita ou Astérix en danger : l'exil de la Gauloise préfigure-t-il l'asphyxie de la France ?



Les célèbres Gauloises seront bientôt quasi exclusivement produites hors de France. Le cigarettier Seita, filiale d'Imperial Tobacco, a annoncé mardi la fermeture de l'usine nantaise de Carquefou et la suppression nette de 366 postes en France sur 1 150, soit près du tiers des effectifs. Une très mauvaise nouvelle pour l'économie française...

Avec Serge
Federbusch

1- Fume c'est du polonais !

Seita, entreprise autrefois publique ayant employé jusqu'à sept mille salariés, n'en comptait plus que 1 150 après sa vente successive à des Espagnols puis à l'anglais Imperial Tobacco. Mardi 15 avril, l'annonce de la fermeture de l'usine de Carquefou et de la suppression supplémentaire de 366 postes en France augure mal de l'avenir de ceux qui reste.

Grâce à la cigarette électronique, les ventes de tabac reculent, ce dont tout un chacun devrait se réjouir. **Les usines françaises ne sont paraît-il plus rentables.** Hormis des clopinettes fabriquées à Riom, les Gauloises blondes ou brunes seront désormais toutes produites à l'étranger. 130 emplois seront créés à cette fin en Pologne.

Des habituels soins palliatifs ont été immédiatement promis aux licenciés sous le nom de "mesures d'accompagnement": préretraites, congés de reclassement avec aide d'un cabinet spécialisé, soutien à la création d'entreprise et programmes de formation. On les comprend, les salariés de Seita y croient autant qu'un cancéreux du poumon au stade terminal est dupe de ceux qui lui racontent qu'il va guérir.

Cette triste histoire illustre à nouveau ce qui finira par emporter l'édifice socialo-bureaucratique français. Car les explications sur le rôle néfaste de la cigarette électronique ou de la contrebande ne changent rien au fait qu'elles n'ont aucune raison de ne pas handicaper tout autant la production en Pologne. **C'est bel et bien la désindustrialisation profonde de la France, aggravée par le poids des charges sociales et la surévaluation de l'Euro, qui exténue ainsi notre tissu productif.** Le désastre socialiste aux dernières élections municipales est l'exact reflet de la crise qui lamine les villes moyennes de province. Le PS sauve peu ou prou les meubles dans les grandes agglomérations à l'économie désormais tertiaisée. Il est politiquement massacré dans la province profonde vidée de ses industries.

Les mesures de baisse du coût du travail que Valls va tenter d'engager sont trop faibles et viennent trop tard. De la même manière, Draghi aura du mal à faire refluer le taux de change de l'euro alors que les investisseurs internationaux se méfient de plus en plus du dollar. L'état dans lequel est pris la France ne se desserra pas. Dans ce cadre contraint, les économies budgétaires envisagées, si tant est qu'elles soient vraiment mises en oeuvre, auront essentiellement un effet déflationniste.

Il ne faut pas prendre ce symbole gaulois qui part en fumée à la légère. Les superstitieux se souviendront que l'abandon du paquebot "France" en 1974 marque le début des "quarante piteuses". L'expatriation de la Gauloise hors de Gaule fait partie de

ces signes avant-coureurs subliminaux qui prouvent que le déclin français est désormais entré dans une phase critique.

2- La finance était (presque) leur amie

Mou-Président a dépêché à Bruxelles ces dernières semaines quatre mousquetaires à l'uniforme cabossé : Moscovici, Montebourg, Valls et Sapin. **Ils se sont vus signifier que l'engagement français de ramener à 3 % du PIB le déficit public d'ici 2015 devrait être tenu.** La négociation fait mine de continuer. Mais le pari sur lequel Hollande fonde sa politique depuis deux ans, à savoir que la crainte de l'explosion de l'euro finira par contraindre la Commission, la BCE et les Allemands à tolérer nos atermoiements ou même, rêvons un peu, à racheter nos dettes, est de plus en plus hasardeux. Il faudrait désormais montrer les dents mais nos chefs n'osent pas. **Ayant fait une croix sur le résultat des élections européennes, le triumvirat qui désormais gouverne la France : Hollande, Jouyet et accessoirement Valls va plutôt annoncer les premières mesures qui frapperont le noyau dur de son électorat dans les semaines qui viennent.**

La popularité du Premier ministre aura alors tendance à rattraper rapidement celle du président dans le sens de la descente. Le grand écart observé dans les sondages reviendra à de plus justes proportions tant il est vrai que la marge de manoeuvre de Valls vis-à-vis de son chef est réduite, ainsi que l'a montré le rattachement inédit du Secrétariat général des affaires européennes à l'Élysée.

Pourtant, aucun miracle financier ne soulagera leur peine. La baisse des taux d'intérêt a été la seule source d'économie budgétaire réelle depuis deux ans : les dépenses à ce titre ont même reculé de 9 % en 2013 en France. Si les marchés perçoivent une tentation bruxelloise de laisser la situation française dériver ou, pis encore, une impuissance à l'empêcher, immédiatement la prime de risque qu'ils appliquent aux obligations françaises sera augmentée et les efforts budgétaires du gouvernement anéantis. Décidément, la nasse se resserre.

Une lueur d'espoir apparaîtra-t-elle depuis le ciel romain ? Les dures émeutes qui ont eu lieu cette semaine dans la capitale italienne inciteront peut-être les bureaucrates européens à mesurer les risques d'embrasement social et politique qui, sourdement, continuent de croître en Europe. Mais leur insensibilité, il est vrai, est extrême.

3 - Une forte tendance à l'inversion

"La France a la volonté d'atteindre une croissance plus rapide et de réduire les déficits, et donc les appels à l'emprunt. Car il vaut mieux payer des professeurs que des taux d'intérêt." Cette virile observation est de Michel Sapin qui fut l'un des derniers avec Pierre Moscovici à apercevoir l'inversion de la courbe du chômage à la fin de l'année 2013.

La confusion entre le vouloir et le pouvoir est un signe d'infantilisme ou de sénilité disent les psychologues. Il vous faut choisir à quelle case rattacher notre gouvernement.

4 - Continuité au parti socialiste

Aujourd'hui : Cambadélis, condamné en janvier 2000 à cinq mois de prison avec sursis et 100 000 francs d'amende par le tribunal correctionnel de Paris pour une affaire d'emploi fictif dans une société gestionnaire de foyers pour immigré ; condamné en juin 2006 pour recel d'abus de confiance à six mois de prison avec sursis et 20 000 euros d'amende par la 11^e chambre du tribunal correctionnel de Paris dans l'affaire de la MNEF.

Hier : Désir, condamné en décembre 1988 dans une affaire d'emploi fictif au bénéfice de travailleurs migrants à 18 mois de prison avec sursis et 30 000 francs d'amende pour recel d'abus de biens sociaux.

Il faut que rien ne change pour qu'un jour tout change